

ccinfo

N° 269

NOVEMBRE
DÉCEMBRE
2018

LE MAGAZINE DES ENTREPRISES DE NOUVELLE-CALÉDONIE

DISPENSÉ DE TIMBRAGE

Chambre de commerce et d'industrie
de Nouvelle-Calédonie - 15, rue de Verdun,
BP M3, 98849 Nouméa Cedex

DOSSIER

L'innovation, moteur
des formations de la CCI

ACTIONS

DE LA CCI

RGPD,
préparez-vous !

FICHE PRATIQUE

À quoi sert la marge ?

cci
@ NOUVELLE-CALÉDONIE
WWW.CCI.NC



1988
2018

Depuis 30 ans, la BCI
source de performance
des entreprises



Groupe BRED

ENSEMBLE, VOIR PLUS LOIN

► www.bci.nc

CCinfo

SOMMAIRE



ÉDITO

L'innovation est au cœur de la stratégie de développement de la CCI. Avec l'accompagnement des entreprises, la formation constitue un pilier essentiel de nos missions. Conjuguer formation et innovation est donc une de nos lignes directrices, avec un objectif : répondre au plus juste à vos besoins en compétences. Dans ce dernier numéro de l'année, nous avons ainsi souhaité vous présenter ce que mettent en œuvre nos écoles et notre service d'ingénierie dédié pour vous apporter les réponses les plus adaptées, jusqu'au sur-mesure, dans un environnement en constante évolution où le numérique a une part prépondérante.

Autre préoccupation de la CCI : permettre à ses ressortissants d'être en conformité avec la réglementation. Dans les prochains mois, le RGPD, Règlement général sur la protection des données, sera étendu à la Nouvelle-Calédonie. Et toutes les entreprises sont concernées, quelle que soit leur taille et leur activité ! La Chambre est très attentive à vous apporter toutes les informations permettant de vous y préparer.

Bonne lecture !

Jennifer Seagoe,
présidente de la CCI-NC

ACTUALITÉS

- 4 À la Une**
 - 4 Défis nationalisation, Baromètre des industries, marchés publics, Black Friday
 - Actions de la CCI**
 - 5 RGPD, préparez-vous !
 - 6 Le CESE prône une simplification administrative durable
 - 7 Échanges de terrain entre entrepreneurs de Dumbéa et élus de la CCI
- Focus entreprise**
- 8 Désinsectisation Koné s'installe durablement
- 10 **L'actualité des entreprises**
- International**
- 14 Mieux flécher les aides européennes vers les entreprises
- Innovation**
- 16 Le BIM, une révolution pour la construction

DÉCRYPTAGES

- Portrait**
- 19 Xavier Gravelat, la passion de la terre
- Dossier**
- 20 **L'innovation, moteur des formations de la CCI**
- Économie**
- 26 La carte Seniors dynamise le marché

Qualité, hygiène, sécurité et environnement

- 28 Une semaine (et plus) pour réduire nos déchets

Économie numérique

- 30 Résultats du Baromètre numérique : décryptage

Tourisme

- 32 Tourisme en outre-mer : les nouveaux défis

INFOS PRATIQUES

Formation

- 35 Le management sur mesure

Fiche pratique

- 36 À quoi sert la marge ?

Données du mois

- 38 Défis fiscalisation immobilière : quelle efficacité ?



Le CCinfo est publié par la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie - 15, rue de Verdun, BP M3, 98849 Nouméa cedex, tél. : 24 31 00, fax : 24 31 31, com@cci.nc - Site Internet : www.cci.nc - Directrice de publication : Jennifer Seagoe - Comité de rédaction et coordination : Sidonie Ganatchian, Fany Torre - Rédaction : Aude-Émilie Dorion, Véronique Mézille, Antoine Pecquet, Sophie Pecquet, Fany Torre - Coordination rédaction : Sophie Pecquet et Fany Torre - Réalisation : Concept - Régie publicitaire : Rezo, tél. : 28 63 01 - Responsable publicité : Yann Milin, tél. : 77 19 72 - Impression : Artygo Ducos, tél. : 28 32 99 - Tirage : 10 000 exemplaires - Le CCinfo est distribué aux ressortissants de la CCI-NC. Toute reproduction intégrale ou partielle de la présente publication est interdite sans l'autorisation expresse de la directrice de publication.



À la Une



Quelles modifications attendues pour la défiscalisation nationale ?

À l'occasion des débats budgétaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, une amélioration du dispositif de défiscalisation des investissements dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique est attendue. Le 28 novembre, le Rendez-vous de l'économie de la CCI fera le point sur les corrections qui pourraient être apportées en 2019 à ces mesures qui concernent les biens productifs et le logement. Interviennent : Philippe Gomès, député de Nouvelle-Calédonie, coauteur d'un rapport d'information sur la défiscalisation des investissements outre-mer ; Louis-Jacques Vaillant, président de la commission spécialisée urbanisme et habitat de la Fédération calédonienne des entreprises publiques locales ; et Yves Dorner, coordonateur de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM) pour le Pacifique.

Mercredi 28 novembre à 18 h à l'Auditorium de la CCI.

Inscrivez-vous sur www.cci.nc/agenda

Le 5^e Baromètre des industries, de la mine et du BTP vient de sortir

La CCI a pris le pouls de ses ressortissants œuvrant dans le secteur de la mine, de l'industrie manufacturière et de la construction. En août 2018, plus de 2 200 entreprises ont été interrogées. Malgré un faible taux de réponse, de grandes tendances se dessinent. Dans un contexte économique instable, compliqué par les échéances politiques et un bouleversement fiscal, la prudence reste de mise : seules quatre entreprises sur dix ont prévu d'investir. Une sur deux juge le secteur moins dynamique, avec une régression des opportunités de marché. Cependant, elles sont sept sur dix à vouloir préserver leurs emplois, et les projets de formation sont toujours d'actualité : six entreprises de moins de dix salariés sur dix souhaitent faire monter leur personnel en compétence.

Ce baromètre est téléchargeable sur www.cci.nc, rubrique **Information économique/Observatoires économiques**.

Maîtriser la plateforme marchespublics.nc

La CCI encourage la simplification des démarches administratives et est désireuse d'ouvrir l'accès des marchés publics au plus grand nombre. Elle s'associe ainsi au gouvernement dans ses campagnes visant à faciliter l'utilisation de sa plateforme www.marchespublics.nc. Début 2019, la Chambre et le gouvernement proposeront une formation courte et gratuite pour se familiariser avec ce système. À son issue, les entreprises sauront s'inscrire et utiliser les fonctionnalités de recherche et d'alerte ; télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) ; poser une question ; préparer les documents liés à la réponse à un appel d'offres dématérialisé et les envoyer via la plate-forme, etc.

Plus d'information
Tél. : 25 61 70 / marchespublics@gouv.nc
www.marchespublics.nc



Black Friday : rendez-vous le 23 novembre !

Nouméa Centre Ville, le Syndicat des commerçants NC et la CCI incitent les commerçants à se mobiliser sur tout le territoire pour la 3^e édition du Black Friday, le vendredi 23 novembre. Cette opération commerciale est l'occasion de bénéficier d'un jour supplémentaire de soldes, d'écouler les stocks et de gonfler le chiffre d'affaires annuel.

Se rendre sur www.cci.nc pour s'inscrire sur la liste des enseignes participantes et télécharger les visuels à apposer sur les vitrines. Hashtag à faire circuler sur les réseaux sociaux : #Black Friday NC18.

Pour plus d'information ou recevoir la PLV de l'opération Syndicat des commerçants NC - Tél. : 27 54 10 Nouméa Centre Ville - Tél. : 28 02 07 FB : BLACK Friday Nouvelle-Calédonie



Actions de la CCI

RGPD, PRÉPAREZ-VOUS !



Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) n'est pas encore applicable en Nouvelle-Calédonie. Une ordonnance permettant, entre autres, d'étendre au territoire les modifications apportées à la loi Informatique et Libertés devrait être adoptée dans les mois qui viennent.

L'auditorium de la CCI a fait le plein, le 8 novembre, pour un Rendez-vous de l'économie consacré au RGPD. Un sujet qu'on pourrait croire réservé aux initiés, mais qui concerne toutes les entreprises, quelle que soit leur taille et leur activité, dès lors qu'elles traitent des données à caractère personnel – celles de leurs salariés comme de leurs clients, prospects, fournisseurs, sous-traitants... Il s'agit en effet d'encadrer plus strictement le traitement des données

personnelles dans un contexte de digitalisation des échanges et de l'économie, notamment en responsabilisant les entreprises et en renforçant le droit des personnes.

Responsabilisation

Quatre experts ont expliqué les différents aspects du RGPD : Moehau Huioutu, chargée d'études juridiques à la cellule Économie numérique du gouvernement, Franck Royanez, avocat au barreau de Nouméa et ancien bâtonnier, Hatem Bellagi, président du cluster numérique Open NC, et Diane Rodriguez, chef du service juridique de l'OPT-NC. L'avocat Franck Royanez a exposé les implications au sein de l'entreprise, avec un changement majeur de paradigme : « *C'est à chaque entité qu'il appartient d'assurer sa conformité et d'en apporter la preuve.* » Un principe : la responsabilisation. Un nouvel acteur : le délégué à la protection des données, ou DPO. Interne ou externe à l'entreprise, il pilote

la protection des données. Mais le représentant légal de l'entreprise reste responsable du traitement des données. La mise en conformité passe par des étapes clés, dont la première est la tenue d'un registre qui liste les traitements. Les autres étapes sont évoquées sur www.cci.nc.

Opportunités

Hatem Bellagi, président du cluster des entreprises numériques Open, a sensibilisé aux solutions techniques offertes par les sous-traitants spécialisés, selon le profil de l'entreprise : du petit commerce ayant un site internet « vitrine », jusqu'à la PME gérant des bases de données internes et externes, en passant par la TPE qui pratique le e-commerce, envoie des newsletters, etc. Au-delà des contraintes qu'il représente, le RGPD offre de réelles opportunités, notamment « *une meilleure sécurisation et gouvernance des données, et un gain de confiance entre les parties.* »

Les nombreuses questions à l'issue des exposés ont donné la mesure de l'intérêt des ressortissants de la CCI pour ce sujet. La Chambre sensibilise les instances locales et nationales sur la nécessité d'accorder aux entreprises calédoniennes un délai suffisant pour qu'elles adaptent leurs organisations.

Retrouvez la présentation des experts sur www.cci.nc.

À NOTER

Entré en vigueur dans l'UE le 25 mai dernier, le RGPD a été transposé en droit national par la loi du 20 juin 2018, ce qui a conduit à une modification de la Loi Informatique et Libertés. En Nouvelle-Calédonie, c'est la loi Informatique et Libertés dans sa rédaction résultant de la loi du 7 octobre 2016 « pour une République numérique » qui s'applique encore. Le RGPD sera étendu via une ordonnance qui pourrait entrer en vigueur d'ici au 30 juin 2019.



LE CESE ET LA CCI PRÔNENT UNE SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE DURABLE

En Nouvelle-Calédonie, créer une société s'apparente à un véritable parcours du combattant. Formulaires innombrables, pièces à fournir plusieurs fois, interlocuteurs multiples... En partenariat avec la CCI, le Conseil économique, social et environnemental de la Nouvelle-Calédonie (CESE-NC) a dressé un état des lieux et formulé plus de 40 recommandations.

En Nouvelle-Zélande, créer son entreprise en ligne prend vingt minutes. En Nouvelle-Calédonie, il faut en moyenne trois semaines. Et la complexité persiste tout au long de la vie de l'entreprise. Le CESE-NC s'est emparé, fin 2017, de cette problématique de la nécessaire simplification administrative. Avec l'aide de la CCI, l'instance consultative a recensé les principales démarches dans le secteur du commerce, puis auditionné les acteurs concernés. Près de 40 recommandations en ont été tirées et adoptées en séance plénière le 28 septembre. Parmi elles, la création d'un conseil de la simplification, qui réunirait collectivités et partenaires pour piloter les réformes, ou la mise en place d'un cadre législatif encadrant le partage et l'utilisation des données. Au cœur des vœux du CESE : que l'administration devienne « un *business partner* » et que s'instaurent une écoute et une confiance réciproques.

Une priorité pour la CCI

Fidèle à sa mission de soutien à l'entrepreneur, la CCI fait de la simplification des démarches

administratives une priorité. Sa préoccupation : préserver et encourager l'esprit pionnier des entrepreneurs calédoniens. Rappel de quelques-unes de ses préconisations.

- **Coffre-fort numérique** : pour que l'entrepreneur ne transmette ses informations à l'administration qu'une seule fois, un dossier sécurisé contiendrait tous les documents légaux de l'entreprise, servant dès lors pour toutes ses démarches, tout au long de son existence. Chaque administration y accéderait en fonction des besoins.
- **Immatriculation transverse** : actuellement, le gouvernement, les Chambres consulaires, la CAFAT, l'ISEE et l'OPT travaillent à l'élaboration d'un formulaire unique d'immatriculation dématérialisé, qui contiendrait toutes les informations nécessaires à tous les interlocuteurs de l'entrepreneur.
- **Suivi des paiements** : la dématérialisation des processus de paiement permettrait une traçabilité des étapes de paiement des factures par

les administrations, pour garantir le respect des délais et fluidifier la trésorerie des entreprises.

- **Loi anti-trust** : la révision de la loi anti-trust semble indispensable. Afin, par exemple, de relever les seuils qui handicapent les petites entreprises et de revoir le champ d'application de la loi pour les sociétés multiactivités.
- **Formalités douanières** : la simplification des formalités douanières (dédouanement, autorisations d'import, etc.) permettrait d'éviter le recours à des intermédiaires.

D'autres réponses concrètes à la complexité administrative sont envisageables. Des avancées se font jour, mais il faut aller encore plus loin, et plus vite.

Pour télécharger le rapport du CESE

www.cese.nc

Ongles Les travaux/Avis et vœux,
« Vœu n°02/2018 en date 28 septembre 2018 »



ÉCHANGES DE TERRAIN ENTRE ENTREPRENEURS DE DUMBÉA ET ÉLUS DE LA CCI

Comme elle le fait régulièrement dans différentes villes calédonniennes⁽¹⁾, pour toujours mieux comprendre les situations, les attentes et les projets de ses ressortissants, la CCI a organisé une matinée de rencontre entre entrepreneurs et élus consulaires, le 6 septembre, sur la commune de Dumbéa. Bilan.

La mairie de Dumbéa a ensuite accueilli des tables rondes où les élus, épaulés d'experts et de conseillers techniques de la Chambre, ont pu discuter de thèmes d'actualité tels que la sécurité ou la TGC. Ont notamment été abordées les questions de déductions de taxes et de trésorerie à l'occasion du déploiement de la nouvelle taxe, et les cambriolages en hausse constante dans les locaux professionnels et leur impact économique. Jean-Louis Barré, référent sûreté de la gendarmerie, a pu alors présenter les mesures de prévention disponibles sur la commune, notamment Alerte commerces et entreprises et les visites et conseils pouvant être offerts par les forces de l'ordre.

Des rencontres fructueuses pour tous

Aurélie-Anne Guillaume, une entrepreneuse ayant participé à ces débats, relève : « *le point fort de cette journée, pour moi, a été de pouvoir échanger avec d'autres chefs d'entreprise, pour la plupart des voisins, mais que je n'avais jamais rencontrés. Et de me rendre compte que même si nous travaillons dans des secteurs très différents, nous avons de nombreuses préoccupations communes.* » Étaient en effet présents des professionnels des secteurs de la distribution, de la restauration et des services, ainsi que des petits commerçants aux enseignes physiques ou en ligne⁽³⁾.

Sur une commune si vaste, au développement si rapide, « *fédérer les entreprises permet de pouvoir imaginer ensemble des coopérations afin de générer des gains économiques et environnementaux* », souligne la cheffe d'entreprise. À l'image, par exemple, de l'Association des zones d'activités de Païta (AZAP) dont la création a permis aux entreprises de la ZIZA-ZICO ZIPAD de trouver des solutions de mutualisation et d'optimisation de services comme la collecte des déchets, le gardiennage ou la gestion des espaces verts.

Bilan de journée positif donc, pour les entrepreneurs mais aussi pour les élus, qui ont pu accroître leur connaissance des réalités de terrain des ressortissants de la CCI, pour pouvoir ensuite mieux défendre leurs intérêts.



Les élus de la CCI étant tous des entrepreneurs, leurs actions de terrain auprès de leurs pairs s'annoncent systématiquement fluides et enrichissantes. Ce fut le cas, en septembre dernier, lorsqu'une délégation d'entre eux⁽²⁾ est allée visiter les locaux et rencontrer les salariés de sept entreprises dumbéennes : Atir, Caledo Bio, Centre de soins de suite et de réadaptation (CSSR, photo du haut), Fitness Park, Mutuelle du Nickel, Sard.NC et Vision Nette.

(1) Récemment à Bourail, Koné, Wé et au Mont-Dore.

(2) Jennifer Seago, Jean Begaud, Cédric Cattaue, David Guyenne, Samuel Hnepeune, Frédérique Pentecost, Frédéric Pratelli, Thomas Sevetre, Taka Toto et Johnny Wenisso.

(3) BFC, Big Import Winery, Flowershop, Korail, Loisirs Online, Dbi-One, OhmElec, Pacific Compta, Pat Pressing, Pâtisserie Chantilly, Sifrais, SN Import.



Traitement au bromure de méthyle sur le site de Vavouto.

Focus entreprise

DÉSINSECTISATION KONÉ S'INSTALLE DURABLEMENT

Spécialiste de la lutte contre les nuisibles, baptisée aussi 3D (désinsectisation, désinfection, dératisation), l'entreprise Désinsectisation Koné s'investit également dans la lutte phytosanitaire sur VKP.

En zone VKP depuis dix ans, David Maurice reçoit plusieurs demandes d'intervention par jour, surtout à l'approche de l'été. La moitié pour les rats, l'autre moitié pour les insectes, et plus particulièrement les cafards et les termites. « Pour les rats, les gens appellent tout de suite, car ils savent qu'ils peuvent tout ronger rapidement. Tout y passe, les siphons, les conduites d'eau... Ça les effraie davantage que les cafards, pour lesquels il y a toujours l'option des bombes aérosols », commente le gérant de Désinsectisation Koné.

Biosécurité

David Maurice n'intervient pas que chez les particuliers. Spécialisé dans la veille phytosanitaire, il travaille également avec le Service d'inspection vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire (SIVAP) lors des arrivages de bateaux sur mine à Vavouto. « Trop de nuisibles sont arrivés en Nouvelle-Calédonie par voie maritime, poursuit-il. Pour ce contrat, j'ai formé deux de mes employés au traitement spécifique des containers. Un travail exigeant et extrêmement normé qui contribue à préserver la biosécurité sur le Caillou. »

Lutte anti-dengue

Investi, David Maurice l'est aussi dans la lutte contre la dengue. « Les communes de Koné, Pouembout, Népoui et Poya nous transmettent directement la localisation des cas identifiés de

Pourquoi Initiative Nord ?

« Installé dans un dock depuis de nombreuses années, je viens d'acheter un terrain pour m'implanter. En attendant, je loue un bureau dans l'espace de coworking de la CCI. Un environnement de travail qui nous a ouvert les portes de la formation. En l'espace de quelques mois, j'ai pu me former à l'évaluation des risques professionnels (EVRP) et à la lecture de bilans comptables. Notre secrétaire a bénéficié quant à elle d'une formation à la TGC. »

dengue et de chikungunya afin qu'on intervienne dans les quartiers. » Trois opérations d'épandage sont préconisées autour du domicile d'une personne infectée. Les produits biocides utilisés par l'entreprise répondent à la norme CEPA (dédiée aux spécialistes des 3D). « Mes employés ont obtenu ce certificat en 2012, tout le monde est certifié chez nous, même notre secrétaire. » Associé à ce label, un système d'audit garantit la bonne conformité des entreprises tous les trois ans.

Contact

Désinsectisation Koné
Tél. : 47 19 90 et 75 09 90
desinsectkone@canl.nc



RENAULT
La vie, avec passion

Les **JOURS** **BOOSTER**

Profitez de nos offres.

**SANS
APPORT**

Renault Kangoo⁽¹⁾

À partir de
34 000 F/mois*
Prix HTGC

Renault Trafic⁽²⁾

À partir de
56 500 F/mois*
Prix HTGC

Renault Master⁽³⁾

À partir de
65 000 F/mois*
Prix HTGC



Gamme Renault VU :
outils de pointe, moteurs d'économie.

Offres valables
jusqu'au **31 décembre 2018**.

*Offres de location longue durée réservées aux professionnels sur 48 mois pour 80.000 km souscrits. Frais de dossier 15.000F HTGC. Coût du km supplémentaire 10F. Restitution du véhicule au terme de la location. Sous réserve d'acceptation du dossier par Nouméa Renting. (1) Kangoo VU 1,5L DCi 80CH Entry 2 places. (2) Trafic fourgon 1,6L L1H1 DCi VP 3 places. (3) Master fourgon 2,3L DCi 125CH L1H1 3 places. Modèle présenté Master fourgon 2,3L DCi 125CH L3H2 3 places à partir de 70.000F HTGC/mois.

www.renault.nc
www.groupejeandot.nc

3 ANS GARANTIE
ou 100 000 Km
* en norme écho, sans taxi
Voir conditions générales.



SODAUTO | MAGENTA AÉRODROME | NOUMÉA | 25 05 05 | sodauto@hgj.nc
PARKING DU NORD | KONÉ | 47 50 60 | parkingdunord@mls.nc

AGENTS : NTA 27 27 12 / GN AUTOMOBILES KOUMAC 77 23 94 / BOURAIL AUTO SERVICES 77 96 95 / LIFOU 47 07 77 / MECAPOIND POINDIMIÉ 42 47 19

SODAUTO
ASSISTANCE 24/7
24.24.90





L'actualité des entreprises



Charly's&c, la cuisine qui bouge

« Charly's&c, c'est un peu l'aboutissement de ce que je suis devenu. Au début on travaille pour les autres, ensuite on a envie de mettre ses propres idées en place. »

Issu de l'École hôtelière, Charlie Moreau a beaucoup voyagé avant d'embarquer sur des yachts en tant que cuisinier. Il y a quelques mois, il décide de lancer un concept de cuisine itinérante avec Charly's&c. Pour attirer les fins gourmets, l'idée du moment « est de proposer un assortiment de mets dans une tuile en bambou ou sur une feuille de banane ». Une cuisine généreuse favorisant les circuits courts qu'il propose chez les particuliers, lors d'ateliers culinaires ou dans les marchés.

Charly's&c - Tél. : 87 18 11 / moreaucharles@hotmail.com



Un espace digital conçu par des chefs pour des chefs

La jeune plateforme collaborative Pacific Food Lab portée par NeoFood et le cluster Cap Agro offre de nouvelles fonctionnalités à destination des professionnels du secteur agroalimentaire. « L'application "Cé ça ké bon !" met en relation les producteurs locaux et les chefs de restauration scolaire membres du réseau qui peuvent publier leurs annonces », indique Charles Vuillod, manager chez Cap Agro. Une boîte à outils co-créée par des chefs y est également disponible pour les cantines scolaires. Objectif : promouvoir une alimentation saine et durable à échelle du territoire. Pour contacter la plateforme, utiliser le formulaire de contact en ligne.

www.pacificfoodlab.org

Crazy Chicken NC ouvre à Magenta

Une cuisine au feu de bois, de généreuses pièces de viande, des recettes simples et authentiques ont fait la renommée de Crazy Chicken NC, installé sous le Banian de Normandie depuis six ans. Nouveauté, fin septembre les trois gérants de cette enseigne ont posé un second container à Magenta, face à la Mutuelle du commerce.

Tél. : 74 09 06

[crazy.chicken.noumea](https://www.facebook.com/crazy.chicken.noumea)



Présent au marché municipal de Nouméa depuis 2002, le Sésame propose un service traiteur de spécialités vietnamiennes. « Étant originaires du Vietnam, on a eu envie de faire découvrir notre culture à travers notre cuisine », raconte le gérant Joseph Pham Van Duoc, qui travaille avec son fils. Depuis cette année, le Sésame étaye son offre avec des plateaux « apéro » à emporter. « Les clients laissent libre court à leurs envies en panachant plusieurs spécialités de la maison. »

Le Sésame - Marché de la Moselle, Nouméa / Tél. : 87 67 78 / lesesamenc@gmail.com

[le Sésame NC](https://www.facebook.com/lesesamenc)



© L'avis du Cagou

Pour choisir son restaurant, elle aurait dû demander l'Avis du Cagou...

Le TripAdvisor des entreprises calédoniennes

Du nouveau sur Internet avec l'Avis du Cagou, premier annuaire des entreprises calédoniennes classées selon des avis de clients. « *Les entreprises référencées sont notées de 1 à 5 et reçoivent des commentaires et photos* », explique Anaël, gestionnaire du site. Les professionnels peuvent également bénéficier d'un accès Premium payant pour un meilleur référencement, avec un lien vers leur site, des devis en ligne et une mise en valeur de leurs promotions. Objectif : offrir aux petits entrepreneurs connus surtout par le bouche-à-oreille « *un haut-parleur via le web* ». À noter : pour le lancement de cette startup, un concours inter-écoles organisé avec des jeunes de bac professionnel, de BTS et de l'EGC a permis la création d'une campagne de publicité aux visuels aussi décalés que drôles.

FB L'avis du cagou

www.lavisducagou.nc

Camper au cœur d'une zone naturelle protégée

Bivouaquer en pleine nature sur la baie Ngo, dans le Grand Sud, est désormais possible. Le Camping NGO, propriété du couple Fuzivala, peut accueillir une trentaine de personnes sur quinze emplacements. Le site est calme et sécurisé et dispose de tables et de barbecues. « *Nous sommes de grands amoureux de la nature* », précise Marie-Paule, qui élève des canards, des poules, des oies et des paons. Retraitée depuis un an, la propriétaire s'est lancé un nouveau défi : partager avec ses hôtes sa passion pour les animaux à plumes.

Camping NGO (sur réservation) - Baie Ngo, Route du Grand Sud / Tél. : 79 35 13



© Camping NGO

Nature, famille et engagement

À 45 minutes de Nouméa, le Zianu Lodge constitue une base idéale pour découvrir Port-Ouenghi et ses alentours. Patrick Frigere, le gérant, y accueille sa clientèle en tandem avec son fils atteint d'autisme. Membre de l'association Moi je TED, il milite pour l'inclusion des autistes en milieu professionnel. « *Notre rêve est que le Zianu soit un jour géré par des personnes autistes.* » En bordure du canal, le Lodge est un havre de paix d'où l'accès au lagon se fait par un embarcadère privé. Sur place, de nombreuses activités sont disponibles : VTT électrique, canoë, golf... et les multiples îlots sont accessibles par taxi boat.

Zianu Lodge - 313, av. de Port-Ouenghi, Boulouparis / Tél: 75 77 60 / zianulodge@gmail.com / Airbnb : Zianulodge Boulouparis Port Ouenghi

FB Zianu lodge nc

www.zianulodge.com

L'actualité des entreprises



© La Bouquinerie du Liseron

Une nouvelle page pour la bouquinerie

Ambre Petit vient de reprendre la Bouquinerie du Liseron, une boutique de livres d'occasion. Et pour s'installer dans son nouveau local, près du traiteur Hirzel, elle a déménagé 13 000 livres. L'espace est épuré et cosy, « *un endroit où les lecteurs peuvent se sentir bien et prendre le temps de fouiner* ». Sur place, la bouquiniste propose du thé, du café et un jeu d'échecs. « *Il arrive que des familles passent ici une heure ou plus, ils jouent, ils lisent... C'est sympathique. Je ne suis pas libraire, je ne vends que des livres d'occasion, mais si je peux (re)donner le goût de la lecture à mes clients, je suis heureuse.* »

La Bouquinerie du Liseron - 3, rue Tourville, Quartier-Latin, Nouméa
Tél. : 51 92 69 / labouquinerie.nc@gmail.com

FB La Bouquinerie du Liseron



© Zianu Lodge



L'actualité des entreprises



Horizon dégagé pour Arc en Ciel

La société de transport de passagers Arc en Ciel Service prend un nouvel essor. Jérôme Pantaloni, qui y travaillait depuis 2002 aux côtés de son père, en a repris la gérance en août dernier. « C'est une entreprise familiale à taille humaine et je souhaite cultiver cela. » Proche de ses équipes, le nouveau directeur est fier de « mettre entre leurs mains » deux nouveaux bus de 50 places grand confort et deux nouvelles navettes 16 places, pour une meilleure qualité de service. « Nous souhaitons aussi développer le fret et relançons la location de véhicules pour répondre aux besoins de nos clients. » Le groupe AEC compte au total 150 salariés.

Arc en Ciel - 59, av. Maréchal-Foch, Nouméa / Tél. : 27 19 80 / info@arcenciel.nc

www.lanavette.nc

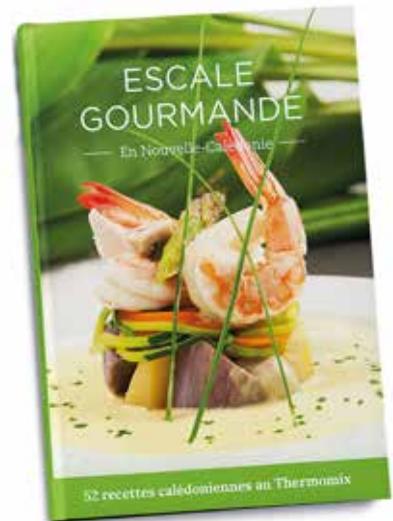
Arc en Ciel Service

Lincks, le savoir en partage

Sciences, environnement, agriculture, santé et innovation sont les secteurs de prédilection d'Estelle-Bonnet Vidal. Cette passionnée de communication a créé l'agence Lincks, avec un objectif : « rendre ces sujets souvent complexes plus accessibles au public et aux décideurs ». Son parcours d'enseignante, de journaliste scientifique et de chargée de communication l'a dotée de l'expérience idoine pour proposer vulgarisation, rédaction ou accompagnement de projets, et rendre plus visibles certaines informations et innovations. « Il y a un fossé entre ceux qui produisent des contenus très spécifiques et les non-spécialistes. Je crée des passerelles pour contribuer à mieux faire comprendre le monde qui nous entoure et ses évolutions. »

Lincks - Tél. : 85 62 35 / info@lincks.nc

www.lincks.nc



La gastronomie locale selon Thermomix

L'agence nouméenne de la célèbre marque allemande de robot cuiseur vient de lancer, pour les fêtes de fin d'année, un livre de recettes à base de produits locaux. Concocté par deux chefs et enseignants au lycée Escoffier, Bruno Barbié et Dominique Poirier, l'ouvrage présente une cinquantaine de préparations, entrées, plats et desserts. « Il vient répondre à une demande fréquente de notre clientèle, avec des classiques revisités et des créations originales. Mais on peut aussi réaliser les recettes sans avoir l'appareil ! », précise France Kauffmann, la gérante de Thermomix & Kobold Nouméa. Illustré par des clichés de la photographe Hélène Deckers, le livre a fait l'objet d'une savoureuse soirée de lancement au lycée Escoffier.

Disponible chez Thermomix & Kobold - 33, rue Gabriel-Laroque, Nouméa
Tél. : 23 69 03



Du buzz en rayons

Importer en Nouvelle-Calédonie les objets « qui font le buzz sur Internet et à la télévision », en sélectionnant ceux qui « ont une réelle utilité », tel est le concept de Monde & Voile. Reprise cette année par Annaelle Caroff et Didier Blanquet, la boutique présente plus de 700 références de bijoux, jouets, ustensiles de cuisine et gadgets. « Cela va des chaussons licorne à la mini-machine à coudre, en passant par la ceinture porte-canettes, le couteau circulaire, l'aspirateur à points noirs et le mini-vidéo projecteur », énumère la gérante, en assurant veiller avant tout à « la qualité des produits ». Monde & Voile livre gratuitement sur tout le territoire.

Monde & Voile - 20, rue de Boulari, Anse-Vata, Nouméa / Tél. : 25 41 75 ou 96 18 36

Monde et voile



L'actualité des entreprises

La clinique Kuindo-Magnin a ouvert ses portes

Du 25 septembre au 5 octobre, la clinique privée Kuindo-Magnin a progressivement mis en route ses services à Nouville, au fur et à mesure de la fermeture des anciens établissements Magnin, Baie-des-Citrons et Anse-Vata. Officialisé dès 2011 par le gouvernement, ce regroupement au sein d'une structure moderne, bien équipée et aux dernières normes permet de proposer une prise en charge globale du patient avec toutes les spécialités réunies sur un même site. Pourvue de 219 lits, la clinique comprend un pôle médical (pneumologie, gastroentérologie et oncologie), un pôle chirurgical avec une exclusivité, l'urologie, et une maternité pouvant recevoir presque la moitié des naissances du pays sur une année. Celle-ci sera dotée plus tard d'une unité « kangourou » pour les nouveau-nés fragiles, c'est-à-dire un



La salle de réveil de l'établissement qui comprend 12 salles d'opération.

service de néonatalogie où mères et enfants sont réunis. À noter également, les urgences accueillent les patients tous les jours de 7 h à 23 h. Un centre de soins de suite et de

réadaptation, offrant à terme 50 lits et places, devrait être opérationnel en 2019.

Clinique Kuindo-Magnin - Nouville, Nouméa
Tél. standard : 42 00 00 ; urgences : 42 02 15

Clap d'ouverture pour le cinéma de Koné



Les habitants de VKP amateurs de cinéma peuvent de nouveau s'adonner à leur passe-temps favori. Situé au sein du parc d'aménagement de Baco, sur terres coutumières, le complexe cinématographique de Koné a

été inauguré le 6 septembre (photo), et a ouvert ses portes au public le 12. Un bel ouvrage dans lequel la province Nord aura investi 500 millions de F CFP. Nommé Nyaan – « image » ou « boîte » en langue de Baco – l'établissement

comprend une grande salle de 160 places, équipée en 3D, et une plus petite de 80. Toutes deux sont accessibles aux personnes à mobilité réduite et offrent en prime, pour la première fois en Brousse, la bande-son surround 7.1 de haute qualité. Un service de confiseries est également proposé à la clientèle.

L'exploitant, qui n'est autre que la société des Cinémas Hickson, met à l'affiche quatre à cinq films différents chaque semaine, du mercredi au dimanche, avec des séances aux mêmes tarifs qu'à Nouméa. Entre 15 000 et 18 000 spectateurs sont attendus en moyenne chaque année.

Cinéma Nyaan - Baco, Koné / Tél. : 42 30 03

Vous créez une société ?
Votre entreprise propose des nouveautés ?
Contactez-nous via com@cci.nc
pour que nous relayions votre actualité dans ces pages.



International

MIEUX FLÉCHER LES AIDES EUROPÉENNES VERS LES ENTREPRISES

Laurent Renouf, directeur des affaires économiques et fiscales de la FEDOM, a souhaité « attirer l'attention sur certaines évolutions qui pourraient se produire ».

Le 5 septembre, la CCI et le MEDEF organisaient un petit déjeuner avec la Fédération des entreprises d'Outre-mer (FEDOM), qui œuvre auprès de l'Assemblée nationale, de l'État et du Parlement européen pour défendre les intérêts économiques des entrepreneurs ultramarins, et notamment calédoniens. Focus.

Défiscalisation, délais de paiement des administrations, financements de l'Union européenne... Le menu de ce petit déjeuner, à l'hôtel Le Centre de Ducos, ciblait le cœur des préoccupations des acteurs économiques locaux. Concernant l'UE, « aujourd'hui, vos entreprises ont théoriquement accès à un certain nombre de fonds européens, ouverts depuis 2014 aux Pays et territoires d'outre-mer français (PTOM). Mais on constate qu'elles n'arrivent pas à y accéder car les règles sont mal conçues. Il y a inadéquation entre le fonctionnement de ces fonds et la réalité des porteurs de projet », expose Laurent Renouf, directeur des affaires économiques et fiscales de la FEDOM.

Ces fonds sont, par exemple, le programme Horizon 2020, pour la recherche et l'innovation, ou le programme complémentaire COSME, qui vise à renforcer la compétitivité et le développement durable de PME, via des fonds de garantie, des prêts bonifiés, etc.

Des réponses concrètes

« C'est un sujet fondamental, souligne Laurent Renouf, au moment où l'UE va réviser les conditions d'association des PTOM,

d'ici à 2020. Il nous faut apporter des réponses concrètes, pour que la nouvelle association UE/PTOM prévienne de nouvelles règles favorables aux entreprises calédoniennes. » Également visée, la Banque européenne d'investissement (BEI), dont les instruments devraient pouvoir être captés par nos entreprises. S'agissant du Fonds européen de développement (FED), des réflexions techniques sont en cours afin que les PTOM puissent bénéficier d'une enveloppe propre (actuellement, le budget est partagé avec les pays ACP, Afrique, Caraïbes, Pacifique, associés à l'UE). « La FEDOM sert de relais pour porter ces réflexions et continuer à sensibiliser les politiques sur ces enjeux majeurs », conclut Laurent Renouf.

La FEDOM en bref

Créée en 1986 à l'initiative de chefs d'entreprise des DOM, la FEDOM s'est peu à peu élargie à l'Océanie, sous l'impulsion de son président, Jean-Pierre Philibert. Elle est devenue l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, à Paris et à Bruxelles, s'agissant de toutes les économies ultramarines. Les MEDEF et CCI des trois collectivités du Pacifique y adhèrent. En Nouvelle-Calédonie, c'est la nécessité de défendre les aides fiscales à l'investissement outre-mer qui a amené les entreprises à rejoindre cette association. Yves Dorner est le coordonnateur de la FEDOM pour le Pacifique.

<https://fedom.org>

SE FORMER TOUT EN TRAVAILLANT



Le Centre de formation des apprentis
(CFA) - université vous propose
4 licences professionnelles*

 290 616

 cfa@unc.nc


UNIVERSITÉ
de la
NOUVELLE-CALÉDONIE


universitaire
Centre de formation
des apprentis

*formations sélectives à capacité d'accueil limitée

Innovation

LE BIM, UNE RÉVOLUTION POUR LA CONSTRUCTION



« Le fait de collaborer ainsi sur un support unique réduit notablement le risque d'erreurs de communication entre les acteurs du projet, et permet donc de mieux contrôler les budgets »

Dominique Bichon, chargé d'opération, SECAL

Dérivé des méthodes de conception industrielles, le Building Information Modeling est une nouvelle méthode de travail qui réunit les différents acteurs du bâtiment autour d'une maquette 3D partagée. Grâce aux réunions d'information organisées par la SECAL, il commence à se faire connaître en Nouvelle-Calédonie.

« Le BIM est une méthode de conception et de réalisation des projets à partir d'éléments en 3D, comparable à un jeu de Lego. » Dominique Bichon, chargé d'opération à la Société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL), est responsable de l'action de communication menée sur ce thème auprès des acteurs de la construction calédoniens. Aujourd'hui largement adopté en Métropole et ailleurs dans le monde, le BIM s'inspire directement de méthodes appliquées dans l'industriel, notamment l'automobile. Il consiste à faire travailler donneurs d'ordres, concepteurs et entreprises sur une unique maquette de projet, virtuelle et en trois dimensions comportant toutes les données utiles à sa construction et à son exploitation. « Chacun intervient sur la maquette en fonction de son domaine de compétences, en y ajoutant ses objets en 3D. Le fait



de collaborer ainsi sur un support unique réduit notablement le risque d'erreurs de communication entre les acteurs du projet, et permet donc de mieux contrôler les budgets. À maturité, le BIM permettra des gains importants en termes de performance, de rapidité ou d'économie », précise Dominique Bichon.

Extrême précision

Le BIM va impliquer un changement profond des habitudes de travail. « On va se trouver face à une révolution comparable au passage de la planche à dessin à l'écran d'ordinateur qui s'est opéré il y a une trentaine d'années, prévoit le spécialiste. Autocad va devoir céder la place aux logiciels 3D orientés objets. » Un changement qui va nécessiter un gros effort de formation et d'équipement de la part des agences d'architectes et des bureaux d'études. Dans sa présentation destinée à la filière du bâtiment calédonienne, à laquelle ont déjà assisté plus de 50 entreprises, le chargé d'opération met en avant l'exemple de la Cité

du vin à Bordeaux. « Un projet tout en courbes dont les éléments techniques sont imbriqués avec une extrême précision. Cela aurait été irréalisable sans ces nouveaux outils de la réalité virtuelle », insiste-t-il.

Pour plus d'information,
contacter la SECAL au 46 70 47.

Un nouveau métier

Le BIM entraîne aussi l'apparition d'un nouveau métier, celui de BIM manager. Pour Dominique Bichon, « il doit avoir un rôle d'homme-orchestre, doté d'une forte expérience de la construction et disposant de bonnes connaissances techniques des applicatifs informatiques. Il ou elle coordonne la plateforme collaborative et assure la supervision de la maquette numérique ».



Mutuelle
du Commerce et Divers



POUR MIEUX VOIR CEUX QU'ON AIME

VOS LUNETTES SANS RESTE À CHARGE* !

*dédiées exclusivement aux adhérents et ayant-droits de la Mutuelle du Commerce.

DÈS LE 1^{er} JUILLET 2018

avec la gamme :

Pour mieux répondre à vos besoins d'optique, la Mutuelle du Commerce a élaboré une gamme de lunettes.

 **OPTIQUE**



Bénéficiez d'une paire de lunettes prise en charge intégralement par votre mutuelle.

Cette offre est à votre disposition à partir du 1^{er} juillet dans les centres optiques des Opticiens Mutualistes :

- 12 route de l'Anse Vata, **Quartier Latin, Nouméa**
- 33, Boulevard Joseph Wamytan, Imm. Tagai, **Dumbéa sur Mer**
- 295 avenue de Téari, Maison de la Mutualité, **Koné**

Montures **TOMMY HILF**  **HILF** **IGER**

Opalia

Verres  **ZEISS**

En partenariat avec



Le Syndicat des Commerçants NC remercie l'ensemble de ses partenaires pour cette année riche en échanges, et invite tous les commerçants de Nouvelle-Calédonie à rejoindre ses effectifs en 2019.



Rejoignez-nous !

**Y'A PRESQUE
TOUT CHEZ NOUS!**
LE CHOIX • LA PROXIMITÉ • LE SERVICE

Tél. : 27 54 10 • syndicatcommerce@lagoon.nc
www.syndicatdescommerçants.nc •  **CommerçantsNC**



DÉVELOPPEZ VOTRE ACTIVITÉ À DUMBÉA

Artisans et chefs d'entreprise.

Le parc d'activités PANDA vous propose des terrains :

-  Au coeur du **Grand Nouméa**
-  De toutes **tailles** (à partir de 10 Ares)
-  Entièrement **viabilisés**
-  Terrassés ou non terrassés



Choisissez votre terrain
www.panda.nc



46 70 10



Portrait

XAVIER GRAVELAT, LA PASSION DE LA TERRE

Rien ne prédestinait Xavier Gravelat, directeur général de la société minière Georges-Montagnat depuis 2004, à accéder à ce poste. Pourtant, de l'agronomie à la mine en passant par l'œnologie, la terre est son fil rouge.

Xavier Gravelat aurait pu être œnologue. Diplômé de cette spécialité, il a été président de l'association des œnophiles calédoniens et y reste actif. « *J'aurais pu en faire mon métier, mais la vie en a décidé autrement* », explique-t-il. Arrivé en Nouvelle-Calédonie avec ses parents en 1974, il repart en France en 1983 pour y suivre des études d'ingénieur agronome à Montpellier. « *Après le tronc commun, il fallait se spécialiser et j'ai choisi la viticulture et l'œnologie. J'avais trouvé cela fascinant.* » De retour à Nouméa, il rejoint la BCI comme volontaire (VAT) dans le cadre de son service militaire et y reste finalement cinq ans. « *C'était la période des accords de Matignon et c'était passionnant, avec beaucoup de contacts humains très forts.* » En 1995, il rejoint la CAFAT en tant que directeur ad-

joint. Enfin, la mine en 2004, où il renoue en quelque sorte avec la terre. « *Je suis plus intéressé par les métiers terriens qu'intellectuels* », confie celui qui a aussi été batteur dans un groupe de rock.

Petit mineur

Pour Xavier Gravelat, la société Montagnat, c'est d'abord un homme, Georges Montagnat, « *quelqu'un de grande qualité* ». C'est aussi une structure classée « petit mineur », un titre auquel il se dit très attaché et qu'il revendique. Autre motivation : la gestion des hommes et des femmes. « *Nous avons des métiers très diversifiés, l'exploitation, la prospection, la batellerie, l'aviation, qui génèrent des problématiques différentes.* » Tout au long de la journée, les imprévus arrivent ainsi de Koumac, de Tontouta, etc. Xavier Gravelat regrette de manquer de temps pour être sur le terrain. Car c'est toujours ce qu'il préfère.

« *Je suis plus intéressé par les métiers terriens qu'intellectuels* »

Les étapes clés de sa carrière

- 1^{er} poste à la BCI : « *je m'occupais du réseau des agences de l'intérieur et des îles.* »
- Directeur adjoint de la CAFAT : « *une expérience très intéressante, avec notamment la mise en place du RUAMM.* »
- Directeur général de la société Georges-Montagnat : « *il faut toucher à tout, gérer les hommes, le suivi de production, les investissements, la partie commerciale...* »
- Président du Syndicat des exportateurs de minerai un an sur deux : « *un engagement primordial car le syndicat est l'outil de négociation des prix.* »

Son engagement de conseiller technique à la CCI

« *J'apporte ma modeste contribution lors de commissions comme celle de l'industrie. Je trouve cela intéressant car le monde de la mine est un tout petit monde, nous avons tendance à ne regarder que nos problématiques. Participer à ces réunions permet de comprendre les problématiques des autres secteurs.* »



Dossier

L'INNOVATION, MOTEUR DES FORMATIONS DE LA CCI

Formation professionnelle continue, CCI Apprentissage, École de gestion et de commerce : la CCI dispose d'une force d'action complète en matière de formation, en veille active et en prise directe avec les besoins du marché. Forte de ses liens étroits avec le tissu économique, d'un service d'ingénierie de formation qui s'appuie sur de multiples expertises techniques internes, et de deux écoles engagées aux côtés des entreprises, la Chambre est capable de répondre à tous les besoins, pour tous les publics, en formation continue ou initiale, courte ou longue, par alternance ou classique. Avec pour maître mot : l'innovation permanente.

En matière de formation professionnelle continue, tout commence, à la CCI, par l'évaluation précise des besoins rencontrés par les entreprises. « *Les informations recueillies par nos conseillers auprès des ressortissants nous permettent de monter des formations adaptées au contexte et à l'actualité. Notre tâche va consister à trouver le bon formateur au bon moment pour répondre aux besoins des entrepreneurs. Nous travaillons à 90 % avec des formateurs extérieurs, ce qui permet souplesse et réactivité dans l'adéquation des compétences, des calendriers, des modalités, des*

profils », explique Céline Soviche. La responsable de l'ingénierie de la formation professionnelle illustre son propos : « *en début d'année, en réponse à la nouvelle réglementation, nous avons immédiatement monté des sessions Certiphyto pour nos ressortissants revendeurs de produits phytosanitaires* ».

Devenir community manager

De même, dans le cadre de la commande publique annuelle, la CCI a répondu à la demande du gouvernement pour former des de-



Dossier

fidéliser la clientèle à travers les réseaux sociaux », cadre Céline Soviche. Pour cela, la CCI a ouvert mi-octobre une formation « maison ». « Elle vise à aider ce public à développer un projet personnel ou à organiser sa recherche d'emploi ; la partie technique concerne la création de visuels, la définition d'une ligne éditoriale, la planification des publications, la modération des commentaires... » Ces modules se déroulent sur cinq semaines consécutives, en 140 heures suivies d'un stage. « Nous avons associé le Syndicat des commerçants à la démarche », note la responsable, précisant que cette formation « sera déclinée pour les salariés d'entreprise ». Elle a d'ailleurs été présentée au Fonds interprofessionnel d'assurance formation de Nouvelle-Calédonie (FIAF-NC).

Alliance avec la Polynésie française

Autre exemple, la CCI a travaillé sur le Plan de professionnalisation des acteurs du tourisme (PPAT). « C'est une réponse sur mesure aux problématiques rencontrées par la province Sud et le secteur touristique, que nous adaptons en permanence en fonction des remontées du terrain », commente Céline Soviche. Illustration de la capacité de la Chambre à s'adapter au contexte et à répondre au plus juste aux besoins des entreprises, le droit de la concurrence, relativement nouveau sur le territoire, fait l'objet d'une formation inédite destinée aux avocats, gérants ou directeurs adminis-

Des outils nouveaux

Loin de considérer les smartphones comme une entrave à la concentration, la CCI les utilise de façon active dans sa pédagogie. « Il n'y a aucune raison de sanctuariser les salles de formation, on a le Wifi partout pour coller à la vraie vie », relève Céline Soviche. Les formateurs s'appuient sur les nouveaux outils de communication, et utilisent des applis d'évaluation des compétences et de travail collaboratif. « Nous sommes toujours en recherche de méthodes actives, où l'on va impliquer le plus possible les apprenants », pose la responsable. Une démarche qui dépasse le champ du digital, comme avec le cours « Manager au quotidien », entièrement organisé autour d'un jeu de plateau (lire p.35).

mandeurs d'emploi au community management. « L'idée est de procurer une employabilité supplémentaire à des personnes dotées d'une courte expérience dans le domaine du commerce, mais qui manquent d'éléments démarquants dans leur profil, en leur donnant la capacité d'animer et de

tratifs et financiers. Créée en partenariat avec la CCI de Polynésie française et les autorités de la concurrence de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française, cette session de 100 heures se déroule en partie à Nouméa et en partie à Papeete, et est retransmise en live et en différé via Internet. Elle a débuté mi-novembre.



La 1^{ère} promotion de la formation community management pour les demandeurs d'emploi, octobre 2018.



Interview



► « L'innovation est le fil rouge du développement de la CCI »
Pierre Kolb

« La réalité virtuelle peut s'appliquer à de nombreux domaines de formation »

Trois questions à Pierre Kolb, élu de la CCI, président de la commission formation.

La CCI a lancé cette année en Nouvelle-Calédonie la formation par la réalité virtuelle grâce à l'outil ReVE. A-t-elle reçu un bon accueil ?

Oui, un excellent accueil, notamment de la part des entreprises concernées par la sécurité électrique. Elle offre, entre autres,



La réalité virtuelle pour s'immerger dans des situations à risques, sans danger.

l'énorme avantage de pouvoir réaliser des interventions réalistes sur des appareils à haute tension sans risque d'accident. Potentiellement, la réalité virtuelle peut s'appliquer à de nombreux domaines de formation, dès l'instant où les moyens matériels physiques sont trop coûteux ou rares, ou s'ils présentent des risques.

Qu'est-ce qui permet à la CCI d'être si réactive aux besoins et aux évolutions professionnelles ?

C'est avant tout sa proximité avec les entreprises, et sa bonne connaissance de leurs besoins. La CCI a toujours été à l'écoute de ses ressortissants en matière de formation. Cela est encore plus nécessaire dans la période que nous connaissons,

compliquée pour les entreprises, marquée par une baisse des recrutements dans le privé et par la nécessité d'accompagner la montée en compétences du personnel déjà en place.

Quels sont les défis à relever ?

La CCI a choisi comme fil rouge de son développement l'innovation – notamment dans le domaine du digital – car celle-ci a un impact croissant sur les activités économiques. Nous allons mettre encore davantage l'accent sur le travail de veille et de sensibilisation, au service des entreprises, dans le but d'aider concrètement à la diversification de l'économie et à donner une nouvelle impulsion à l'esprit pionnier des entrepreneurs calédoniens.



Des salariés du Médipôle en formation professionnelle continue à la CCI.

UN CATALOGUE EN LIGNE

Toutes les sessions proposées en formation professionnelle continue par la CCI sont répertoriées et détaillées sur un catalogue en ligne, avec planification à l'année, pour faciliter l'organisation des formations des salariés.

www.cci.nc/formations-et-services-cci/catalogue-en-ligne

Formation professionnelle continue CCI

Tél. : 24 31 35 / fpc@cci.nc



LA CCI APPRENTISSAGE, OU L'INNOVATION EN MARCHÉ

À travers la CCI Apprentissage, son centre de formation d'apprentis, la CCI propose à des jeunes ou moins jeunes, issus d'horizons divers, d'obtenir des diplômes professionnels en alternance. L'école met en avant les démarches collaboratives et l'adaptation aux besoins des entreprises. Elle élargit en permanence son offre dans le domaine numérique.

« Chez nous, l'apprentissage est en soi de l'innovation », pose David Leclerc, responsable de la CCI Apprentissage, qui propose des formations en alternance dans les domaines du commerce, de la logistique, des services, de l'industrie et du médico-social. « En tant que centre de formation de la Chambre consulaire, nous sommes au service de nos ressortissants. Quand ils nous font remonter un nouveau besoin en compétences, nous ouvrons une formation », explique le pédagogue. « Nous faisons aussi de l'innovation sociale, dans le sens où nous nous adressons à tous les publics, en proposant tous types de diplômes et de certifications professionnelles. Nous avons différents profils d'apprenants : des jeunes qui sortent du bac, mais également des adultes qui souhaitent consolider leurs compétences, des demandeurs d'emploi. Et même des salariés en poste qui viennent préparer un diplôme à leur initiative ou à la demande de leur employeur. »

Répondre aux besoins

L'approche innovante de la CCI Apprentissage tient aussi à la notion d'écosystème, que David Leclerc met en avant : « La dynamique de nos écoles est de travailler sur des besoins et des projets communs, en mobilisant tous les talents disponibles, qu'ils soient issus des entreprises, de l'administration ou de la société civile, et avec une grande liberté d'interaction. » Un exemple : le cluster NCT&I, dédié au commerce extérieur, s'est rapproché l'an dernier de la CCI Apprentissage avec une demande dans le domaine de



De futurs agents de maintenance en électricité et instrumentation sur le site de Tokuyama, pour une formation CCI Apprentissage.

► « La dynamique de nos écoles est de travailler sur des besoins et des projets communs, en mobilisant tous les talents disponibles, qu'ils soient issus des entreprises, de l'administration ou de la société civile »
David Leclerc

l'export. « En neuf mois, nous avons monté une formation professionnelle diplômante de niveau bac +3, issue du réseau CCI France. Elle a ouvert ses portes cette année », se félicite David Leclerc. Une « démarche typique » du modèle d'enseignement de la CCI, dans lequel toute offre de formation se doit de répondre à un besoin identifié. « Parfois, ce sont des besoins structurels, parfois conjoncturels. Sans besoin, on n'ouvre pas de formation. Une fois le besoin satisfait, la formation est proposée de manière cyclique ou simplement arrêtée. »

Esprit de partage

Autre exemple : face à une carence en agents de maintenance en électricité et instrumentation (AMEI), la CCI a créé il y a trois ans, avec et pour les entreprises industrielles concernées, un diplôme en alternance, inscrit au répertoire calédonien. « L'an dernier, la société Tokuyama nous a proposé d'accueillir cette formation sur son propre plateau de production, dans un environnement de travail réel, et nous a même offert des matériels spécifiques. Une façon pour elle de préparer les futurs diplômés aux technologies qu'elle emploie, mais aussi de se faire connaître et d'aider à valoriser les métiers de l'industrie en général. » (Voir photo ci-dessus.) Cet esprit d'échange et de partage, « qui veut contribuer au développement économique du territoire en épaulant la formation », est « de plus en plus présent » chez les entrepreneurs locaux, assure David Leclerc.



David Leclerc, responsable de la CCI Apprentissage, et Sophie Golfier, directrice de l'EGC.

Assistance informatique et web

En 2019, la CCI Apprentissage ouvrira deux nouvelles formations dans le secteur digital, en partenariat étroit avec simplon.co, un réseau de près de cinquante fabriques solidaires et inclusives qui propose des formations aux métiers du numérique à travers le monde. Les enseignements se feront également en lien

avec le cluster Open NC, l'Observatoire numérique NC et la cellule économie numérique du gouvernement (ÉcoNum). « Une enquête de l'Institut pour le développement des compétences en Nouvelle-Calédonie (IDC-NC) nous a confirmé que le territoire manque cruellement de techniciens en assistance informatique capables d'installer un réseau et de le dépanner, ainsi que de développeurs web, qui créent et installent les sites Internet. » De nombreuses entreprises sont d'ores et déjà recensées pour accueillir des apprentis sur ces formations l'année prochaine. Pour monter cette nouvelle offre pédagogique, la Chambre compte s'appuyer sur les ressources du réseau national La Grande École du numérique, ouvert cette année à l'ensemble des territoires ultramarins. Une labellisation de la CCI-NC permettra de reconnaître la qualité des projets déposés et de bénéficier d'une visibilité nationale. Un financement d'amorçage est également attribué.

CCI Apprentissage

Tél. : 24 31 45 / cfa@cci.nc

www.cfa.cci.nc

L'EGC INTÈGRE L'INNOVATION

Le cycle « *Innover et entreprendre dans un monde en mutation* » de l'École de gestion et de commerce du Pacifique Sud, initié cette année avec les ateliers Worklab Innov et le Startup Weekend, pose les fondations d'une démarche de long terme. « 2018 était pour nous une année d'expérimentation. L'objectif était de sensibiliser les étudiants à l'innovation afin qu'ils fassent émerger des idées nouvelles, notamment quand ils seront en entreprise ou s'ils se dirigent vers l'entrepreneuriat », évoque Sophie Golfier, la directrice de l'EGC.

Parallèlement, l'école recourt aux outils pédagogiques innovants ou digitaux. « Depuis plus de trois ans, les formateurs de l'EGC utilisent des serious games sur des problématiques d'entreprise. Les outils tels que Kahoot, plateforme vidéoludique à base de quizz, sont également proposés pour tester les connaissances. Les formateurs renforcent aussi l'utilisation de vidéos dans les enseignements. » L'EGC a par ailleurs lancé fin septembre la 2^e édition de son atelier business plan, en partenariat avec OBA Grandes Ecoles représentant HEC. Sept porteurs de projet ont été sélectionnés sur 21 candidats. Des équipes d'élèves vont les accompagner jusqu'à mi-mai 2019 dans la construction de leur projet, encadrés par des tuteurs issus du milieu économique.

EGC

Tél. : 24 31 40 / egc@cci.nc www.egc.cci.nc



Startup Weekend 2018 : Charlotte Ullmann (face à l'ordinateur), directrice de l'Observatoire numérique NC travaillant avec des étudiants de l'EGC.

Une mine de futurs chefs d'entreprise

Aux côtés de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, du vice-rectorat et de l'ADECAL-Technopole, la CCI est cofondatrice du pôle étudiant Pépite NC. Ce dispositif national vise à former et sensibiliser les étudiants à la création et à la reprise d'entreprise, mais aussi à les accompagner dans la réalisation de leur projet. Objectif : stimuler la création d'entreprises sur le territoire, en synergie avec différents acteurs locaux intéressés par la mutualisation de leurs ressources. La Nouvelle-Calédonie est le troisième territoire d'Outre-mer à se doter de ce programme, après la Réunion et les Antilles.

unc.nc/universite/pole-numerique-et-technologique/ambition-du-numerique/

diginova

NOUVELLE-CALÉDONIE | 2018

#Tous unis pour le numérique et l'innovation !

- Remerciements à tous les sponsors, partenaires et visiteurs.

Rendez-vous sur nos pages Internet et Facebook pour revoir les conférences, ateliers et démonstrations d'ici la prochaine édition en octobre 2019 !

[#diginova.nc](https://diginova.nc)

photo : © drone.nc - ecartel.net





Économie

LA CARTE SENIORS DYNAMISE LE MARCHÉ

À compter du 26 novembre, les personnes de 60 ans et plus pourront bénéficier de nombreux avantages grâce à la carte Seniors. Soixante-dix entreprises ont déjà rejoint le réseau. C'est le moment de devenir partenaires.



Une partie des partenaires.

Issue d'une loi votée par le Congrès le 29 août dernier, la carte Seniors est accordée gratuitement et pour cinq ans aux personnes âgées de 60 ans et plus, résidant en Nouvelle-Calédonie. Celles-ci pourront, grâce à cette carte, bénéficier de tarifs préférentiels dans les secteurs du commerce, des services, des loisirs, etc. Objectif : accroître leur pouvoir d'achat, et favoriser leur insertion sociale et citoyenne en leur permettant de rester actifs, tout en stimulant l'activité économique. Plus de 30 000 personnes sur les trois provinces sont concernées.

Priorité bien-être

Un marché sur lequel les entreprises sont invitées à s'investir en devenant partenaires de la carte. Le Fitness Park

de Dumbéa-sur-Mer a sauté le pas le 17 septembre, et a accueilli la signature des premières conventions entre le gouvernement, les forces économiques (CCI, MEDEF, CPME, Syndicat des commerçants) et l'intersyndicale des retraités. « En choisissant une salle d'activités sportives, nous voulons montrer que le bien-être de nos aînés est une priorité. Le souhait est de centrer les offres sur l'amélioration du quotidien et de la santé des seniors », expose Christopher Gygès, membre du gouvernement en charge notamment de la protection sociale et de la solidarité.

Rejoindre le réseau

La présidente de la CCI, Jennifer Seagoe, souligne que « c'est un marché de 30 000



Un partenariat gagnant-gagnant

Fitness Park est la première entreprise à avoir rejoint le réseau. « Les seniors hésitent souvent à pousser la porte d'une salle de fitness, explique le gérant, Jérémie Sylvan. Nous avons donc choisi de participer afin de favoriser le sport chez les plus de 60 ans, comme facteur de mieux-vivre et de sociabilisation. » Cela permet également à la salle d'attirer un public différent, « c'est un partenariat gagnant-gagnant ». Fitness Park, arrivé sur le territoire en 2016, dispose désormais de trois salles. « Nous offrons aux titulaires de la carte Seniors les frais d'inscription, ce qui représente une économie de 5 995 F CFP, pour un abonnement mensuel déjà low cost »

www.fitnesspark.nc

retraités qui s'ouvre et une opportunité pour les entreprises d'élargir leur clientèle, tout en contribuant à un projet de société ». Le dispositif sera pleinement effectif le 26 novembre. D'ici là, tous les commerces et prestataires de services du territoire peuvent rejoindre le réseau en contactant le Groupement d'intérêt public (GIP) Handicap et dépendance. Plus de cent conventions sont visées.

Pour devenir partenaire

Tél. : 41 49 00 / contact@seniors.nc

www.seniors.nc

DEPUIS
1963

Une nouvelle façon de voyager

GAMMES — URBAIN — SCOLAIRE — TOURISTIQUE
37 et 55 places



1^{er} constructeur mondial de bus

QHSE

QUALITÉ

HYGIÈNE

SÉCURITÉ

ENVIRONNEMENT



Plus d'une centaine d'actions est prévue. Ici l'opération « cartable vert » d'une enseigne de papeterie.

UNE SEMAINE (ET PLUS) POUR RÉDUIRE NOS DÉCHETS

Du 17 au 25 novembre, de nombreuses actions ont lieu en Nouvelle-Calédonie à l'occasion de la Semaine européenne de la réduction des déchets. La campagne réunit l'ensemble des acteurs économiques, entreprises en première ligne, autour de la prévention des déchets.



► « L'objectif de cette Semaine est d'inciter à déployer des écogestes au quotidien. »

Alice Viot, chargée d'étude en économie circulaire, CCI

À l'occasion de la 10^e édition de la Semaine européenne de la réduction des déchets (SERD), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a lancé un appel à participation aux acteurs publics, établissements scolaires, entreprises, particuliers et associations. « L'an dernier, 125 initiatives ont permis aux Calédoniens de participer à ce mouvement européen de mobilisation », indique Alice Viot, pilote du label Commerce écoresponsable à la CCI. Parmi ces initiatives, le « Bouquet écoconçu » de Flowershop, dont une partie du prix était reversée à Caledoclean, ou la récupération par Blue Barrel de vêtements usagers au profit d'associations. Également en charge de l'Observatoire des déchets des entreprises, Alice Viot note un changement des comportements, aussi bien chez les consommateurs que chez les producteurs. « On sent les gens plus concernés », poursuit-elle. La Semaine est un bon outil de sensibilisation. Son objectif est d'inciter à déployer des écogestes au quotidien. »

Un cercle vertueux

Comme chaque année, les actions les plus innovantes seront récompensées lors d'une remise de trophées. La SERD s'impose peu à peu comme un temps fort de la cause environnementale. De plus, « s'inscrire à la SERD est un des critères du label commerce écoresponsable, ajoute Alice Viot. Mais le commerce n'est pas le seul secteur concerné par la prévention des déchets, il existe par exemple la Charte chantier vert pour le BTP. Grâce à la somme de ces dispositifs, un cercle vertueux se met en place. »

www.nouvelle-caledonie.ademe.fr

Le tri sélectif à l'aéroport de Nouméa-La Tontouta

Engagé depuis 2017 dans une politique environnementale, l'aéroport international calédonien met actuellement en place le tri sélectif pour ses usagers. Un Point vert permet déjà aux entreprises travaillant sur la plateforme aéroportuaire de trier leurs déchets (photo). « C'était logique que nous poursuivions cet effort côté passagers », précise Laure Massé, conseillère en environnement à la CCI. Début 2019, des îlots de tri seront installés dans l'aérogare, et une signalétique spécifique guidera les passagers. Dans la même mouvance, la CCI vient de lancer deux autres nouveaux outils : un annuaire interactif des installations de traitement des déchets du territoire (à retrouver sur www.chantiervert.cci.nc) et un guide des déchets du BTP.

Plus d'information
Tél. 24 31 15 / environnement@cci.nc



LES (INSTANTS) BUSINESS



POLO à partir de*
29.900 F/MOIS
HTGC

GOLF à partir de*
38.900 F/MOIS
HTGC

*Offres en location longue durée pour les professionnels éligibles à la TGC - 48 mois pour 45.000 km souscrits. Loyers HTGC valable sur Polo Trendline 1.0L 75ch BVM (hors peinture métal), et Golf 1.0L 86cv BVM. Frais de dossier : 15.000 F (hors TGC).

Coût de km supplémentaire : 10 F. Restitution du véhicule au terme de la location. Sous réserve d'acceptation du dossier par Nouméa Renting. Modèles présentés avec peinture métallisée en option.



Volkswagen



SIA I MAGENTA AÉRODROME I NOUMÉA I TÉL. 26.12.72 I FAX 26.48.68 I sia@hgj.nc
PARKING DU NORD I KONÉ I TÉL. 47.50.60 I parkingdunord@mls.nc

AGENTS : GN AUTOMOBILES KOUMAC 77 23 94 / AUTOPOINT LIFOU 45 15 10 / BOURAIL AUTO SERVICES 77 96 95 / MECAPOINT POINDIMIE 42 47 19



Tous les services pour optimiser votre temps (enfin, presque.)

- Solutions de gestion
- Interventions d'urgence
- Solutions de bureau
- Experts à votre service



C'est + que de l'Internet.
Conseil | Assistance | Expertise

entreprises@lagoon.nc
www.lagoon.nc | 296 296



Économie numérique

RÉSULTATS DU BAROMÈTRE NUMÉRIQUE : DÉCRYPTAGE

La 2^e édition du Baromètre numérique de la Nouvelle-Calédonie, portée par le gouvernement, vient d'être publiée. Principal constat : le pays est connecté !



► « Pour développer leur chiffre d'affaires, les entreprises doivent se saisir du numérique »
Éric Olivier, coordinateur,
Observatoire numérique NC

NOUVEAUX MODES DE TRAVAIL

• TÉLÉTRAVAIL

13% AUTORISENT À PRATIQUER LE TÉLÉTRAVAIL PLUS D'UNE JOURNÉE PAR SEMAINE



• BYOD : BRING YOUR OWN DEVICE

16% AUTORISENT LES EMPLOYÉS À APPORTER LEUR PROPRE MATÉRIEL



• FORMATION NUMÉRIQUE

16% PRÉVOIENT DES FORMATIONS INFORMATIQUES PROCHAINEMENT



LES ENTREPRISES & INTERNET

TOP 5 DES USAGES

- #1 E-MAILS
- #2 RECHERCHE D'INFORMATIONS
- #3 ENVOI / RÉCEPTION DE FACTURES
- #4 DÉCLARATIONS SOCIALES / FISCALES
- #5 OPÉRATIONS BANCAIRES

PARMI LES ENTREPRISES AVANT DES ORDINATEURS OU DES TABLETTES

69% MESSAGERIE EN LIGNE

26% BUREAUTIQUE EN LIGNE

14% STOCKAGE EN LIGNE

PRÉSENCE WEB DES ENTREPRISES

35% PRÉSENCE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

16% SITE INTERNET

1% APPLICATION MOBILE

« Le baromètre a permis d'établir la maturité numérique globale du territoire, explique Éric Olivier, coordinateur à l'Observatoire numérique Nouvelle-Calédonie. Il établit ainsi que 81 % des Calédoniens surfent sur Internet, 65 % des entreprises locales sont connectées, la filière numérique est en pleine croissance avec 210 entreprises actives, pour 1850 emplois et 57,6 milliards de F CFP de chiffre d'affaires (dont plus de 40 % réalisés par l'OPT-NC).

Les grandes tendances

Comparativement aux résultats de la 1^{re} édition du Baromètre en 2011, les Calédoniens, mais également les entreprises, sont davantage connectés, avec une tendance à la mobilité. Ils sont également bien équipés et la fibre optique, qui remplacera progressivement l'ADSL, changera nécessairement les habitudes. « C'est la fin d'un mythe, précise Éric Olivier. Désormais, toutes les tranches d'âge sont sur le web et

même sur les réseaux sociaux ! Plus de 67 % des internautes calédoniens de 40 ans et plus les utilisent. » Les réseaux sociaux viennent en effet en tête des usages. Les services en ligne, quant à eux, se sont bien développés mais restent en retard à améliorer. Le e-commerce prend de l'ampleur. Néanmoins, la fracture numérique reste présente. La filière numérique continue son développement, mais se trouve ralentie dans sa dynamique, notamment par un manque quantitatif de compétences locales, même si des formations spécifiques ont récemment vu jour (lire notre dossier).

L'intérêt des entreprises

« Pour développer leur chiffre d'affaires, les entreprises doivent se saisir du numérique. Il faut continuer à les sensibiliser, les accompagner, voire les former à l'utilisation des nouveaux outils digitaux. » D'ailleurs, le défi que souligne le baromètre est : « Favoriser la transformation numérique de la Nouvelle-Calédonie (secteurs privé et public), en mettant en place les conditions nécessaires à sa réussite (développement de la filière numérique, de l'innovation, sensibilisation, formations, etc.). Il est important de développer des services numériques pour booster l'économie numérique. »

Pour consulter le baromètre numérique 2018

www.observatoire-numerique.nc

À télécharger sur le même site, le Livre Blanc 2.0 et la Synthèse du Livre Blanc 3.0.

BMW X4. À PARTIR DE 6 990 000 XPF.



Le plaisir
de conduire



Offre exclusive - uniquement sur abo : disponible jusqu'au 30/11/18. Modèle BMW X4 20d, 190 cv proposé au prix de 6 990 000 XPF. Voir conditions en concession. Photo non contractuelle.

DÉFINIR SES PROPRES RÈGLES.



PRESTIGE
MOTORS

2 rue E.Harbulot - PK6 - Tél : 44 30 00 - contact@prestige.nc

/BMWcaledonie

www.bmw.nc



OSMOSE
CONSULTING

Depuis 2009,
le bureau d'études met à votre disposition
son savoir-faire autour de
4 domaines d'intervention

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET SERVICES A LA POPULATION

- . Politique publique et prévention de la délinquance
- . Tranquillité résidentielle et sécurité dans les transports
- . Politique sociale et urbaine

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

- . Conformité informatique et libertés (CNIL)
- . Mise à disposition d'un délégué à la protection des données à temps partagé

PROTECTIONS DES ORGANISMES PUBLICS ET PRIVÉS

- . Système de management de la sécurité-sûreté
- . Technologie appliquée à la sûreté

FORMATION STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNELLE DANS L'INGÉNIERIE DES RISQUES

Numéro d'enregistrement DFPC 988/0550/17R



Immeuble Le Moravé
40 RUE DE LA REPUBLIQUE
Centre-ville - 98800 NOUMEA

Tél : 23 70 08 / 74 03 63

www.osmoseconsulting.nc
contact@osmoseconsulting.nc

Tourisme



TOURISME EN OUTRE-MER : LES NOUVEAUX DÉFIS



► « La force des coutumiers, c'est de ne pas céder sur certains principes »
Daniel Cornaille,
président du CESE-NC

Du 3 au 5 septembre, le CESE-NC accueillait une délégation nationale du Conseil économique, social et environnemental, venue présenter son rapport sur la promotion du tourisme durable dans les outre-mer.

« Aujourd'hui, le modèle de tourisme basé sur le tout-balnéaire est dépassé », assume Daniel Cornaille, président du CESE calédonien. Reçue début septembre, une délégation de l'assemblée consultative nationale présentait les conclusions de son étude intitulée « Promouvoir le tourisme durable dans les outre-mer. » Menée sur deux ans dans plusieurs pays ultramarins, cette étude dresse le bilan d'une industrie sur le déclin. Manque de formation, offre hôtelière dépassée, « l'industrie touristique des outre-mer est empreinte d'importantes difficultés », a déclaré Inès Bouchaut-Choisy, présidente du groupe de travail qui préconise l'adoption

d'un nouveau modèle touristique s'appuyant sur l'environnement et les ressources écologiques. En première ligne du réchauffement climatique, ces territoires ont intérêt à tourner leurs économies touristiques vers un modèle plus durable. » Un virage qui passe, selon le CESE, par la mise en place d'une stratégie concertée.

Favoriser un tourisme responsable

Un sujet d'actualité en Nouvelle-Calédonie, où le gouvernement et les trois provinces prennent des orientations communes, comme lors des Ateliers du tourisme en avril dernier. « Il faut planifier notre stratégie avec soin », poursuit Daniel Cornaille. Je pense que la délégation nationale a bien senti l'implication de nos institutions, des collectivités et de la population toute entière. » En déplacement à Lifou, elle a pu constater le travail réalisé par le Wetr en matière de gestion touristique. « La force des coutumiers, c'est de ne pas céder sur certains principes », analyse le président du CESE-NC. Confrontée au tourisme de croisière qui se développe rapidement, la population du Wetr s'attache à en limiter l'impact tout en faisant la promotion d'un tourisme responsable. »

Face à l'essor de la croisière sur le territoire – quatre fois plus de croisiéristes qu'en Polynésie française –, l'enjeu est de concilier développement touristique, préservation de l'environnement et spécificités culturelles, à l'heure où la Nouvelle-Calédonie fait du tourisme un axe majeur de son développement

Pour télécharger le rapport de CESE

www.lecese.fr

Onglet Travaux/Travaux adoptés/Promouvoir le tourisme durable dans les outre-mer.

Un tourisme de niches

Pour contrecarrer la concurrence de destinations moins onéreuses, les départements et territoires d'outre-mer misent sur un marché de niches. « Notre destination est chère, pointe Daniel Cornaille. Il faut donc proposer un tourisme tourné vers la qualité. Et valoriser des expériences à vivre. » Plongée, randonnée, rendez-vous culturels ou sportifs sont autant de créneaux à exploiter pour attirer de nouvelles clientèles.

**20
NOV**

18H30

CONFÉRENCE

**CESSION & ACQUISITION
D'ENTREPRISES**

Avec la présence de nombreux intervenants : cabinet de conseils, banques, études notariales, experts comptables, ...

Evènement ouvert et gratuit dans la limite des places disponibles. Renseignements et inscription en nous contactant par téléphone : ☎ 23 71 67, ou par mail : ✉ contact@cessionsacquisitions.nc



*Votre Projet, Notre Objectif
Depuis 2008*

DÉCOUVREZ TOUTES NOS ANNONCES SUR WWW.CESSIONSACQUISITIONS.NC

1958 - 2018

60 ans
OPT-NC

*d'émotions
avec
VOUS*

OPT
Nouvelle-Calédonie

LE MONDE À PORTÉE DE MAIN

www.opt.nc



**ACOR LOGICIELS DE GESTION, ORGANISME DE FORMATION
PROPOSE DES FORMATIONS EN INTRA ET INTER ENTREPRISE
CONSULTEZ NOS PLANNINGS
DE FORMATION**

**PME, PMI, PE, TPE, ...
NOS OFFRES S'ADAPTENT
À TOUS VOS BESOINS**

Devis • Facturation • Gestion de stock
Suivi créance clients • Comptabilité
Paie • Communication bancaire



- Gestion de la TGC
- Conformité loi anti fraude
- Conformité loi RGPD

7 RUE UNGER - VALLEE DES COLONS - 98800 NOUMEA / 25 93 33 / www.acor.nc / ACOR Logiciels de gestion

SERVICES
INFORMATIQUES

SOLUTIONS
MÉTIERS

MATÉRIEL
INFORMATIQUE

scannc

Votre inventaire approche ? Préparez-vous !

Gain de temps et de productivité
Economie globale
Personnalisable et compatible
avec tous les ERP
Ecologique



La solution locale de gestion de stocks

24 20 52 - technologies@officeplus.nc

**OFFICE
PLUS
TECHNOLOGIES**

www.officeplus.nc



© AED/CCI/NC

Une session de formation « Manager son équipe au quotidien » aura lieu du 28 au 30 novembre à Koné et les 3, 4 et 6 décembre à Nouméa.

Formation

LE MANAGEMENT SUR MESURE

Sur la thématique du management, la CCI propose un bouquet complet de formations pour répondre aux besoins de montée en compétences des salariés selon trois angles : les outils du management, la communication interpersonnelle et les projets transversaux.

Un quart des formations réalisées par la Chambre portent sur le management. « Notre offre est diversifiée et le contenu des formations est régulièrement renouvelé en faisant appel à des pratiques pédagogiques innovantes. Quel que soit l'aspect managérial abordé, le levier commun est de mettre en avant l'humain », explique Laurent Garcia, responsable du département commercial de la CCI.

La preuve par trois exemples

• Manager son équipe au quotidien (21 h)

Cette formation, qui utilise un *serious game*, est à la fois très ludique et concrète. Un jeu de plateau, qui matérialise les différentes missions du manager (organiser le travail, mener un entretien de recadrage, fixer des objectifs, etc.), permet de mettre en pratique

les méthodes et outils adaptés à chaque situation.

• Individualiser sa communication et son management avec la Process com® (24 h)

Savoir adapter son style de communication au profil de personnalité de ses interlocuteurs est un des objectifs de cette formation tout public qui se fonde sur un modèle de communication reconnu. Établie grâce à un questionnaire, l'inventaire de personnalité du stagiaire sert de base de travail lors des apports théoriques, des mises en situation et des nombreux échanges.

• Conduire efficacement un projet (21 h)

Définir un projet, le planifier, animer une équipe font partie des compétences que le stagiaire doit acquérir grâce à cette formation transversale. Depuis cette année, un cursus complémentaire est proposé sur le management de projet « agile », une méthode de gestion plus flexible et évolutive.

Rappel sur le FIAF

Employeurs, les formations professionnelles continues de la CCI peuvent être financées par le Fonds interprofessionnel d'assurance formation (sous réserve de l'éligibilité de votre dossier). Vous avez droit à 400 000 F CFP de financement annuel pour former votre personnel et répondre à vos problématiques de formation. Pour l'année 2018, vous avez jusqu'au 31 décembre pour profiter de cette enveloppe.

www.fiaf.nc

Tél. : 47 68 68

Un planning annuel des formations management est disponible sur www.cci.nc avec possibilité de s'inscrire en ligne.

Contacts

Province Sud : fpc@cci.nc / Tél. : 24 31 35

Province Nord : formation-nord@cci.nc /

Tél. : 42 68 20



Fiche pratique

À QUOI SERT LA MARGE ?

Jamais le terme de « marge » n'aura autant circulé dans les discussions. Avec la réglementation des prix très élargie depuis le 1^{er} octobre, c'est entre 60 % et 80 % des produits de consommation courante qui sont encadrés. Si la grande majorité des opérateurs économiques sont concernés, le secteur de la distribution est particulièrement scruté par les consommateurs. Mais que recouvre exactement cette marge ?

Qu'est-ce qu'une marge commerciale/brute ?

La marge commerciale (commerce) ou la marge brute (industrie) est la différence entre le prix de vente (HT) et le coût d'achat* respectivement, des marchandises vendues ou des matières premières utilisées.

Une entreprise peut faire un chiffre d'affaires élevé et une marge commerciale/brute faible car le coût d'achat de ses marchandises ou matières premières est élevé ou, inversement, un chiffre d'affaires moindre et une marge commerciale/brute élevée grâce à un coût

d'achat plus bas. L'important est que la marge commerciale/brute totale en valeur soit suffisante pour couvrir toutes les charges fixes de l'entreprise (lire l'encadré).

Marge et bénéfice : quelle différence ?

La marge commerciale/brute n'est pas le résultat de l'entreprise mais c'est une composante essentielle car :

- si la marge commerciale/brute est supérieure aux charges fixes, alors il y a bénéfice ;
- si la marge commerciale/brute est inférieure aux charges fixes, alors il y a déficit.

Utilité de la marge

Plus encore que le chiffre d'affaires, la marge commerciale/brute est un indicateur essentiel dans la gestion des entreprises. Conserver sa marge, c'est :

1. préserver son outil productif, ses employés et sa rentabilité ;
2. se donner les moyens de développer son activité ;
3. mieux rémunérer ses salariés et/ou les associés.

Préserver croissance et consommation

Avec la mise en place de la TGC, la réglementation des prix et des marges a la lourde tâche de contribuer à lutter contre la vie chère pour favoriser la consommation des ménages sans casser la dynamique de croissance ni mettre en danger les entreprises calédoniennes. L'atteinte de ce double-objectif est la responsabilité de tous.

FRAIS FIXES QUE LA MARGE PERMET DE COUVRIR

Parmi les charges habituelles, on trouve notamment : les charges de personnel, la rémunération de la gérance, les achats de fournitures (eau, électricité, carburant, etc.), les charges externes que représentent la location de matériels, les loyers et charges locatives, les assurances, l'entretien des matériels et des bâtiments, le téléphone et Internet, les frais bancaires, la communication et la publicité, etc., mais aussi les intérêts d'emprunt et, le cas échéant, la patente ou la licence d'alcool.

** Le coût d'achat inclut le prix d'achat et les frais accessoires d'achat (frais de transport, d'emballage, etc.).*



Données du mois



© SPC-NC

Retrouvez toutes les données de l'Observatoire de l'immobilier de la CCI-NC et de ses partenaires sur

www.cci.nc

« BASCULER LA RILI VERS L'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ »

Claude François, président de la Fédération territoriale des agents immobiliers, également partenaire de l'Observatoire de l'immobilier

« Les dispositifs de réduction d'impôt pour le logement intermédiaire (RILI 1 et 2) ont rempli les objectifs de soutien du BTP, de mise à disposition de logements et de baisse des loyers. Avec maintenant une offre de logements intermédiaires légèrement supérieure à la demande, nous sommes opposés à la mise en place d'une RILI 3, comme certains le préconisent. On aurait du mal à trouver des investisseurs et des locataires. Nous sommes plutôt favorables à une bascule du dispositif vers l'accession à la propriété. »

DÉFISCALISATION IMMOBILIÈRE : QUELLE EFFICACITÉ ?



► « Les investissements aidés localement créent de l'emploi, de la valeur ajoutée et des retombées fiscales à long terme pour la Nouvelle-Calédonie »

Yves Dorner, I2F

Les dispositifs d'incitation fiscale ont un impact certain sur le marché de l'immobilier. Point sur la loi de défiscalisation locale, avec un des partenaires de l'Observatoire de l'immobilier, le cabinet I2F et son président Yves Dorner.

La réduction d'impôt pour le logement intermédiaire (RILI) s'achève cette fin d'année. Quel a été l'impact de cette loi ?

Yves Dorner : Ce mécanisme a véritablement permis de soutenir l'investissement privé dans le logement ces cinq dernières années. Il venait se substituer à la fin de la défiscalisation nationale dite Loi pour le développement économique des outremer (LODEOM) pour les logements intermédiaires. Pour rappel, cette loi locale permet de réduire l'impôt des contribuables calédoniens qui investissent dans le secteur des logements dits intermédiaires, en contrepartie d'une obligation de location de ces logements sur une durée minimale de six ans, à des locataires qui en font leur résidence principale, sous condition de plafonds de loyer et de ressources. L'intérêt de ce dispositif est d'offrir des logements à des loyers accessibles à une population de catégorie intermédiaire. Or il est probable qu'il ne soit pas reconduit.

Pour quelles raisons ?

YD : Outre son coût budgétaire, qu'il revient au gouvernement d'apprécier, il apparaît que le mécanisme a atteint ses objectifs, les loyers ayant fortement baissé, dans un marché immobilier globalement baissier. Les décideurs politiques pourraient vouloir marquer une pause pour apprécier l'évolution du marché. Ou faire évoluer le dispositif.

Le faire évoluer dans quel sens ?

YD : En l'orientant, par exemple, en cette période particulièrement difficile pour le BTP et l'économie en général, vers le financement d'hôtels, de maisons de retraite, d'unités de production d'énergies renouvelables, etc. Car en plus de générer de l'activité à court terme, les investissements aidés localement créent de l'emploi, de la valeur ajoutée et des retombées fiscales à long terme pour la Nouvelle-Calédonie, au contraire de l'épargne investie hors territoire.



Chiffres et échéances

Taux de l'usure

Prêts aux personnes morales (hors activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale) applicable au 1 ^{er} octobre 2018	
• Prêts pour achats ou ventes à tempérament	4,55 %
• Prêts à taux variable d'une durée supérieure à 2 ans	1,96 %
• Prêts à taux fixe d'une durée supérieure à 2 ans	2,27 %
• Découverts en compte	13,96 %
• Autres prêts d'une durée inférieure ou égale à 2 ans	1,96 %

Intérêt légal (2^e semestre 2018)

Personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels **3,6 %**

Autres cas **0,88 %**

Taux de base bancaire

TBB moyen pondéré **6,60 %**

Indice et taux

Prix septembre 2018 **108,85 %**

Prix hors tabac septembre 2018 **107,37 %**

Inflation hors tabac (12 derniers mois) .. **+0,6 %**

Inflation générale (12 derniers mois) **+1,1 %**

Salaires minimum brut garanti (depuis le 1^{er} octobre 2018)

SMG horaire **926,44 F CFP**

SMG mensuel **156 568 F CFP**

Salaires minimum agricole

SMAG horaire **787,49 F CFP**

SMAG mensuel **133 086 F CFP**

Feuille de paie (à compter du 1^{er} janvier 2018)

Plafond CAFAT **359 800 F CFP**

Plafond maladie CAFAT / RUAMM .. **505 100 F CFP**
(tranche 1) / **5 223 400 F CFP** (tranche 2)

Plafond FSH **303 600 F CFP**

Plafond formation professionnelle .. **359 800 F CFP**

Plafond Sécurité sociale **395 107 F CFP**

CCS **non plafonnée**

Évolution du BT21

	2016	2017	2018
Janv.	102,24	102,77	104,01
Fév.	102,18	103,06	104,03
Mars	101,99	103,22	104,29
Avril	101,67	103,58	104,63
Mai	101,52	103,75	104,60
Juin	101,66	103,84	104,34
Juil.	101,89	103,86	104,55
Août	101,99	103,74	104,79
Sept.	102,42	103,69	104,79
Oct.	102,33	103,68	...
Nov.	102,43	103,62	...
Déc.	102,53	103,55	...

Échéances

30 novembre 2018

Impôt sur les sociétés (IS)

- Dépôt de la liasse fiscale et paiement du solde de l'IS pour les entreprises passibles de l'IS clôturant au 31/07.
- Paiement de l'acompte.

Taxe de solidarité sur le service (TSS)

- Dépôt de la déclaration et du paiement pour les professionnels clôturant leur exercice social au 31/01, 30/04, 31/07 et 31/10.

Taxe générale sur la consommation (TGC)

- 1^{er} déclaration et paiement, pour les entreprises au chiffre d'affaires supérieur à 200 MF CFP (puis rythme mensuel).

31 décembre

IS

- Dépôt de la liasse fiscale et paiement du solde de l'IS pour les entreprises passibles de l'IS clôturant au 30/08.
- Paiement de l'acompte.

TSS

- Dépôt de la déclaration et du paiement pour les professionnels clôturant leur exercice social au 28/02, 31/05, 31/08 et 30/11.

15 janvier 2019

TGC

- Début du remboursement au comptant des entreprises (jusqu'au 30/06/19).

31 janvier

TGC

- 1^{er} déclaration et paiement, pour les entreprises au chiffre d'affaires inférieur à 200 MF CFP (puis rythme trimestriel).

AMERICAN EXPRESS



COUP D'ŒIL

Taste the world*

AVEC VOTRE CARTE QANTAS AMERICAN EXPRESS®, LE MONDE A PLUS DE SAVEURS



Et si vos achats vous faisaient voyager plus vite et plus loin ?

Carte Qantas American Express® **Gold**
✈ **Gratuite** pendant deux ans**
Gagnez jusqu'à **25 000 Points Qantas****

OFINA
Océanienne de Financement

americanexpress.nc | ☎ 463 900

FREQUENT FLYER 

*Savourez le monde. **Offre soumise à conditions, disponibles sur le site www.americanexpress.nc ou à l'agence OFINA NC située Baie de l'Orphelinat. American Express est une marque déposée d'American Express Company. Cette carte est émise par OFINA, titulaire de la licence American Express.



TRANSITAIRES, IMPORTATEURS, EXPORTATEURS, L'ARMEMENT SWIRE SHIPPING EST LÀ POUR VOUS AIDER.



- Sur le Territoire depuis bientôt 100 ans.
- Plus de 180 escales en Nouvelle-Calédonie chaque année.
- Des escales directes en provenance d'Asie, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.
- Le reste du monde desservi en transbordement en partenariat avec les plus importantes compagnies.
- La possibilité de transporter des conteneurs, mais aussi du roulant, du conventionnel et même du vrac.
- Une équipe à votre service pour optimiser vos transports maritimes.
- Un nouveau service en sortie d'Australie avec deux navires par mois au départ de Melbourne, Sydney et Brisbane.
- Un nouveau service depuis la Chine, le Japon et la Corée, portant à 5 le nombre d'escales mensuelles en sortie d'Asie.

Pour toutes vos demandes, planning, tarifications, visitez notre site internet ou appelez nous au:

Swire Shipping Agencies

Tel: + 687 23 29 20

Email: ssa@swire.nc



CHINA NAVIGATION

www.swireshipping.com